LA SANTÉ SEXUELLE

UNE STRATÉGIE COMMUNAUTAIRE POUR EN FINIR AVEC LE SIDA

PLUS COALITION INTERNATIONALE SIDA

ÉDITO

Hakima Himmich préside Coalition PLUS, réseau international de lutte contre le sida et les hépatites, depuis 2012, et a fondé l'Association de lutte contre le sida (ALCS) au Maroc.

Depuis que notre réseau d'associations communautaires de lutte contre le VIH et les hépatites virales a été créé en 2008, nous avons à Coalition PLUS la volonté de développer l'offre de santé sexuelle, et plus encore de la rendre accessible dans les 52 pays où nous intervenons. Concept relativement méconnu, la santé sexuelle est définie par l'Organisation mondiale de la Santé comme « *un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en matière de sexualité* » qui « *exige une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles agréables et sécuritaires, sans coercition, ni discrimination et ni violence* ».

La santé sexuelle constitue un axe stratégique dans notre lutte contre le sida. Dans les pays où agissent nos membres et partenaires, l'épidémie de VIH n'est quasiment plus généralisée grâce aux spectaculaires avancées obtenues depuis 40 ans. Néanmoins, elle reste concentrée dans certaines populations dites « *clés* » : les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les travailleurs-ses du sexe, les personnes transgenres et les usagers-ères de drogues injectables. En Équateur, une femme transgenre sur trois vit avec le VIH. Dans les grandes villes du Cameroun, c'est presque un homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes sur deux. Au Maroc, la prévalence du VIH chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et les travailleurs-ses du sexe s'élève à 4,9 % et à 1,7 % alors qu'elle est d'à peine 0,1 % dans la population générale. Au Mali, chez les travailleurs-ses du sexe, elle est de plus de 8 %. En France, les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et les hétérosexuels-les nés-es à l'étranger représentent respectivement 43 % et 37 % des découvertes de séropositivité déclarées entre janvier 2019 et septembre 2020.

Les populations clés sont davantage exposées au VIH en raison de facteurs de vulnérabilité qui les isolent et les éloignent des services de santé. Des lois répressives criminalisent les hommes gays et bisexuels au Cameroun. Se rendre dans un lieu de prise en charge et récupérer du matériel de prévention devient alors risqué pour ces personnes qui craignent d'être arrêtées. À l'hôpital, les populations clés n'échappent pas à la stigmatisation. Se sentant a minima incomprises, au pire menacées, elles ne peuvent parler ni de leur orientation sexuelle ni de leurs pratiques sexuelles, empêchant d'établir certains diagnostics. Au-delà de la santé, cette stigmatisation se ressent dans la sphère privée et publique, familiale et professionnelle, et mène souvent à une exclusion sociale.

Face à ce constat alarmant, développer la santé sexuelle constitue un formidable levier d'action pour impacter cette épidémie concentrée. Cela nous permet de faire entrer et, plus encore, de garder les populations vulnérables dans le soin. Mais ouvrir et maintenir des cliniques communautaires de santé sexuelle comme nous le faisons relève le plus souvent du parcours du combattant. Cela exige des moyens financiers conséquents, une puissante volonté politique et une reconnaissance fondamentale du droit universel à la santé sexuelle sans discrimination.

Si nous agissons sur le terrain depuis des années pour être en capacité d'offrir des services de santé sexuelle de qualité, il nous semble important de le dire et de le raconter. Dans cet ouvrage, vous découvrirez nos méthodes, nos innovations, nos défis pour faire de la santé sexuelle une réalité pour nos communautés. Vous serez immergés-es dans cinq contextes nationaux extrêmement divergents – Cameroun, Équateur, France, Mali, Maroc – mais où chacune de nos associations – Alternatives Cameroun, Kimirina, AIDES, ARCAD Santé PLUS, ALCS – vise le même objectif : en finir avec le sida en apportant une offre de santé sexuelle adaptée aux populations qui en ont le plus besoin.

Solidairement,

Pre Hakima Himmich,
Présidente de Coalition PLUS

LA SANTÉ SEXUELLE
UNE STRATÉGIE COMMUNAUTAIRE POUR EN FINIR AVEC LE SIDA

SOMMAIRE

ÉDITO
P.5

MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS
P.6

ACTIVITÉS HORS LES MURS
P.12

CLINIQUES COMMUNAUTAIRES
P.24

LES DÉFIS DE LA SANTÉ SEXUELLE
P.45

CONCLUSION
P.54

Yéké JOSÉ
28 ans, homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, bénéficiaire au Cameroun

« Je viens d'apprendre que je suis séropositif. J'étais venu faire le test car j'avais des symptômes comme des lésions et des abcès au niveau de l'anus et de mon pénis. J'ai pris un rendez-vous avec la dermatologue du centre communautaire Access d'Alternatives Cameroun parce que je ne voulais pas aller dans un hôpital public où j'ai déjà été victime de discrimination de la part d'un médecin agressif et méprisant parce que j'étais efféminé. »

MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS

À MARRAKECH, UN PAIR ÉDUCATEUR
DE L'ALCS DONNE DES CONSEILS
À UN BÉNÉFICIAIRE DE SA COMMUNAUTÉ.

Hayat

Intervenante communautaire à l'ALCS (Maroc)

« Autrefois, j'étais gérante d'un cabaret, je fréquentais le monde de la nuit où je côtoyais des travailleurs-ses avec qui j'ai lié des liens de confiance. C'est facile pour moi de parler avec elles et de les emmener à la clinique. Pour faire mon travail de sensibilisation et de dépistage, je dois parler avec la langue de la communauté et non pas avec un langage médical. Il y a des risques à faire ce travail car on pense que je suis une matrone, on m'insulte, on me stigmatise... Mais avec le dépistage communautaire, j'ai trouvé des cas positifs que j'ai orientés vers la prise en charge et cela me motive à continuer. »

AU BOIS DE VINCENNES, LES VOLONTAIRES DE AIDES ACCUEILLENT LE PUBLIC SOUS UN BARNUM INSTALLÉ SUR LE LIEU DE RENCONTRE EXTÉRIEUR. CE BARNUM EST LE POINT DE RENDEZ-VOUS POUR LA PRÉVENTION, LA DISTRIBUTION DE MATÉRIEL DE PRÉVENTION, LE DÉPISTAGE ET LES ENTRETIENS.

Lutter contre le VIH ne peut se faire efficacement sans travailler main dans la main avec les personnes concernées : les communautés issues des populations clés. Les personnes sont donc à la fois bénéficiaires et actrices des services. Faire avec les membres des communautés permet d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'impact des actions. Leur implication à tous les niveaux du continuum de prise en charge permet notamment d'améliorer la confiance envers les services proposés, dans des contextes de forte stigmatisation. Avoir comme interlocutrices des personnes de leur communauté avec qui ils et elles partagent les mêmes codes sociaux facilite le dialogue et la proximité.

Ces acteurs-rices, souvent appelés pairs-es éducateurs-rices, servent ensuite de guides pour les usagers-ères dans leurs démarches sociales ou auprès des structures de santé, ce qui permet une prise en charge individualisée, rapide et globale. Selon les contextes, les pairs-es éducateurs-rices assurent des activités de dépistage démédicalisé, la distribution communautaire des traitements antirétroviraux ou encore l'accompagnement communautaire vers les prophylaxies pré- et post exposition (PrEP et PEP). Ces acteurs-rices qui connaissent bien le terrain sont essentiels pour identifier les populations clés, notamment les sous-groupes cachés comme les hommes gays et bisexuels plus âgés, et pour déterminer ou faire remonter leurs besoins.

Korotomou DIALLO

Conseillère psychosociale à ARCAD Santé PLUS (Mali)

« Je fais du conseil pré-test et post-test, surtout avec les nouveaux séropositifs pour les aider à accepter leur statut et à prendre leur traitement. Je raconte souvent ma propre expérience pour les rassurer et leur donner de l'espoir. Quand j'ai appris mon statut en 2003, je voulais mourir mais j'ai eu le courage de rejoindre l'association. Je démontre aujourd'hui que l'on peut vivre sans gêne avec la maladie tant que l'on prend le traitement. ARCAD a sauvé ma vie, j'ai beaucoup reçu, donc maintenant je donne. »

À PARIS, DES MILITANTS DE AIDES PRÉPARENT UNE ACTIVITÉ DE PRÉVENTION POUR LA COMMUNAUTÉ GAY.

Dayana QUIMI

Paire éducatrice transgenre à Kimirina (Équateur)

« Étant moi-même une femme transgenre, je comprends les usagères et cela m'aide à construire un lien de confiance indispensable avec elles. Elles savent que je suis consciente de l'importance de la confidentialité et de leur offrir des services de santé qu'elles ne trouvent pas ailleurs. Car j'ai moi-même vécu cette discrimination par le personnel médical. J'aime mon travail parce que nous sauvons des vies dans ma propre communauté. »

LA DISPENSATION COMMUNAUTAIRE DES TRAITEMENTS ANTIRÉTROVIRAUX EST L'OCCASION DE DISCUTER AVEC LES USAGERS-ÈRES DE SERVICES QUI N'ONT PU SE RENDRE À LA CLINIQUE DES HALLES POUR ÉVOQUER LA PRÉVENTION, LA SANTÉ MENTALE OU ENCORE L'ASSISTANCE SOCIALE.

Ulrich OTSO

Conseiller-relais à Alternatives Cameroun (Cameroun)

« C'est facile pour moi d'aller dans la communauté, d'orienter les personnes, d'identifier leurs besoins et de créer un lien de confiance car je connais les codes sociaux et les endroits fréquentés au quotidien. Mais parfois nous sommes victimes de violences. Récemment, j'ai été agressé quand j'allais faire un dépistage communautaire. Je suis maintenant toujours stressé de tomber sur un agresseur mais nous devons aller sur le terrain pour toucher les gens les plus éloignés du soin. »

Adrien FRANÇOIS

Coordinateur du lieu de mobilisation de Paris 12e à AIDES (France)

« En 2013, j'ai fait un test VIH avec mon partenaire de l'époque qui a découvert sa séropositivité. Je me sentais déjà concerné par la lutte contre le VIH mais là, j'étais touché personnellement. Je sentais comme le devoir de m'engager et de militer.
Être gay a joué sur le fait que je milite au sein de AIDES, car on ne lutte pas contre le VIH sans lutter contre l'homophobie. »

SOUAD, PSYCHOLOGUE DE L'ALCS, ORGANISE UNE CAUSERIE SUR L'ESTIME DE SOI POUR DES HOMMES GAYS ET BISEXUELS. CETTE CAUSERIE EST UNE PORTE D'ENTRÉE VERS UN SUIVI ET UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE INDIVIDUEL.

HORS LES MURS

SUR UN LIEU DE RENCONTRE EN BANLIEUE D'AGADIR, **HAMZA**, ANIMATEUR COMMUNAUTAIRE, EXPLIQUE À DES CLIENTS DE PROSTITUTION MASCULINE LES SERVICES AUXQUELS ILS AURAIENT ACCÈS DANS LA CLINIQUE DE L'ALCS D'AGADIR, SANS AUCUN JUGEMENT ET DANS L'ANONYMAT.

À DOUALA, LES PAIRS-ES ÉDUCATEURS-RICES D'ALTERNATIVES CAMEROUN VONT À LA RENCONTRE DE LEUR COMMUNAUTÉ.

À Quito, Marrakech, Bamako, Douala ou Paris, des milliers de pairs-es éducateurs-rices sillonnent les rues, les parcs et les salons de coiffure... de jour comme de nuit pour aller à la rencontre des populations clés.
Un travail de terrain, essentiel pour toucher les personnes vulnérables qui n'osent pas se rendre dans les structures de santé classiques de peur d'être stigmatisées ou discriminées.
L'objectif des activités hors les murs est de rapprocher les offres de soin, mais aussi de construire un lien de confiance avec les pairs-es éducateurs-rices afin de faire entrer les personnes dans un parcours de santé sexuelle selon leurs besoins. Un travail de prévention et d'orientation sur le terrain toujours réalisé en étroite collaboration avec les activités fixes.

L'UNITÉ MOBILE SE PRÉPARE À PARTIR SUR DES LIEUX DE RENCONTRE ÉLOIGNÉS POUR S'ASSURER QUE LA MAJORITÉ DES POPULATIONS CLÉS AIT ACCÈS AUX SERVICES DE KIMIRINA À GUAYAQUIL.

DÉPISTAGE DÉMÉDICALISÉ ET DISTRIBUTION D'AUTOTESTS

Une goutte de sang prélevée au bout du doigt puis déposée sur une bandelette qui donnera le résultat en moins de quinze minutes. Ce geste est répété tous les jours sur le terrain par des pairs-es éducateurs-rices qui ne viennent pourtant pas du milieu médical. Un acte qui peut se faire n'importe où, facilement dans la plus grande discrétion. Pour celles et ceux qui veulent connaître leur statut par elles-mêmes et eux-mêmes à un autre moment, des autotests sont aussi distribués.

Éric

Homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes sur un lieu de rencontre extérieur au bois de Vincennes à Paris

« J'ai récupéré des capotes et du gel dans les bois auprès de gens de AIDES qui m'ont conseillé de passer au stand pour faire un dépistage car je n'en ai pas fait depuis deux ans. C'est pratique qu'ils soient ici car sinon j'aurais oublié d'en faire un... Ce n'est pas stigmatisant et c'est gratuit, c'est important qu'ils soient là ! »

OPÉRATION DE DÉPISTAGE, RÉALISÉE PAR UN PERSONNEL SOIGNANT ET UN INFIRMIER AUPRÈS DES TRAVAILLEUSES DU SEXE DE BAMAKO.

LES SALONS DE BEAUTÉ SONT DES ESPACES DE TRAVAIL FRÉQUENTÉS PAR LES POPULATIONS CLÉS, AVEC UN AFFLUX PERMANENT DE CLIENTS-ES. LES ACTRICES ET ACTEURS COMMUNAUTAIRES, À L'EXEMPLE DE CELLES ET CEUX DE KIMIRINA EN ÉQUATEUR, VIENNENT ICI PROPOSER DES TESTS RAPIDES ET LEUR DONNER DES CONSEILS.

UN PAIR ÉDUCATEUR RÉALISE UN DÉPISTAGE DU VIH SUR LE LIEU DE TRAVAIL D'UN HOMME AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES À BAMAKO. CE DERNIER N'A PAS SOUHAITÉ SE RENDRE DANS UN CENTRE DE DÉPISTAGE CLASSIQUE PAR SOUCI DE CONFIDENTIALITÉ.

ISAIAS TOMALA, PAIR ÉDUCATEUR À GUAYAQUIL, TRAVAILLE DANS LE PARC DU CENTENAIRE AUPRÈS DES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE ET DE LA COMMUNAUTÉ LGBTQI+. LES ACTEURS COMMUNAUTAIRES SE DÉPLACENT EN BINÔME À LA RENCONTRE DES PERSONNES, TOUJOURS AVEC UN SAC À DOS REMPLI DE MATÉRIEL.

EXCELLENCE BEAUTE
TELECOM

CAUSERIES ÉDUCATIVES ET GROUPES D'AUTO-SUPPORT

Dans la rue, dans un café ou dans les locaux d'associations partenaires, les causeries se tiennent au plus près des communautés. Les stratégies de prévention, la PrEP, le dépistage, les droits humains... Autant de thèmes qui peuvent être abordés sans tabou et dans la plus grande discrétion.

LES RÉUNIONS DES PERSONNES QUI S'INJECTENT DES DROGUES SE DÉROULENT RAPIDEMENT POUR ÉVITER LES DESCENTES DE POLICE À BAMAKO.

LE SUIVI DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

Les activités hors les murs concernent aussi le suivi des personnes vivant avec le VIH, afin de s'assurer d'une bonne observance. Soit parce qu'elles sont éloignées physiquement des centres de prise en charge, soit parce qu'elles n'ont pas le temps de se déplacer, des acteurs-rices communautaires se déplacent pour qu'elles aient accès aux différents services : distribution des traitements et prélèvement des échantillons sanguins de mesure de la charge virale, deux maillons essentiels pour s'assurer que les personnes vivant avec le VIH aient une charge virale indétectable et qu'elles ne transmettent plus le virus.

À BAMAKO, UNE PAIRE ÉDUCATRICE PRÉLÈVE LE SANG D'UNE TRAVAILLEUSE DU SEXE SÉROPOSITIVE DANS SA COUR AFIN D'ÉVALUER SA CHARGE VIRALE.

COMME CHAQUE MOIS, **ULRICH OTSO**, ANIMATEUR COMMUNAUTAIRE AU CAMEROUN, REMET SON TRAITEMENT ANTIRÉTROVIRAL À UNE FEMME QUI N'A PLUS LES CAPACITÉS PHYSIQUES NI LES MOYENS DE SE DÉPLACER JUSQU'AU CENTRE DE SANTÉ.

MARCHE D'ALFAROUK
ICI VENTE DE
CEREALES
Bara
Dépôt

CLINIQUES COMMUNAUTAIRES

DANS UN MARCHÉ DE BAMAKO, CACHÉE AUX YEUX DE TOUS-TES, LA CLINIQUE DES HALLES A D'ABORD EU UN FONCTIONNEMENT NOCTURNE POUR S'ADAPTER AUX MODES DE VIE DES POPULATIONS CLÉS. DEPUIS 2020, ELLE EST OUVERTE LA JOURNÉE À LA POPULATION GÉNÉRALE.

Les cliniques communautaires proposent des services de santé sexuelle pour les populations clés. Le personnel, soignants-es ou communautaires, est formé à l'accueil spécifique de ces catégories de populations et à la prise en compte de leurs problématiques de santé sexuelle, dans un souci continu de respect de la confidentialité et de l'anonymat.

La plupart des cliniques se sont installées dans des quartiers populaires brassant des populations variées garantissant sécurité et anonymat aux populations clés. Mais se faire accepter dans la vie d'un quartier reste un défi pour que le dispositif fonctionne sans embûche et que les personnes puissent venir en toute confiance. Aussi, la plupart des associations ont dû mener un long travail de sensibilisation auprès des riverains-es et certaines d'entre elles ont même fait le choix d'ouvrir progressivement leur clinique à la population générale afin de faciliter leur intégration.

À DOUALA, LE CENTRE DE SANTÉ ACCESS PILOTÉ PAR ALTERNATIVES CAMEROUN A ÉTÉ PLUSIEURS FOIS CAMBRIOLÉ ET SACCAGÉ. DANS UN CONTEXTE PARTICULIÈREMENT HOSTILE, L'ASSOCIATION PARVIENT MALGRÉ TOUT À ASSURER SES SERVICES.

Alou COULIBALY

Cofondateur de la clinique des Halles au sein d'ARCAD Santé PLUS

« J'ai fait un long travail de sensibilisation et de recherche de partenaires stratégiques pendant plusieurs mois avant de mettre en place la clinique au milieu d'un marché de Bamako. J'ai rencontré les associations de commerçants, la police et des représentants de la mairie pour leur expliquer notre travail auprès des populations clés. Nos voisins sont nos premiers partenaires et nous n'avons jamais été réellement inquiétés. »

LA CLINIQUE DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DE MARRAKECH EST LA PREMIÈRE À OUVRIR AU MAROC EN 2010. D'ABORD DÉDIÉE AUX HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES, ELLE S'EST OUVERTE EN 2018 AUX TRAVAILLEURS-SES DU SEXE ET MIGRANTS-ES.

Franz MANANGA

Directeur d'Alternatives Cameroun

« Au début, notre centre de santé Access n'était pas accepté par les voisins car il était fréquenté par des garçons maniérés et des femmes masculines. Mais ils se sont rendus compte que c'était aussi un centre de santé gratuit pour tous-tes. C'est aussi une façon de déstigmatiser le centre, qui n'est pas uniquement dédié au suivi du VIH. Nous avons rencontré les chefs traditionnels et religieux du quartier, la police et les riverains pour les sensibiliser. Autant d'acteurs clés qui nous stigmatisent habituellement. Au bout de dix ans, nous sommes tolérés mais le centre a déjà été incendié deux fois, cambriolé et saccagé. »

KIMIRINA
SI LO USAS, TE CUIDAS Y LO DISFRUTAS.
KIMIRINA
¿VIVES CON VIH Y AÚN SIN TRATAMIENTO?
KIMIRINA
TE RODEAN, NO PROTEJES
PER FAVOR
EVITE EL CONTACTO

EN ÉQUATEUR, LE CENTRE COMMUNAUTAIRE DE GUAYAQUIL ACCUEILLE DE MANIÈRE INCLUSIVE LES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES, LES FEMMES TRANSGENRES ET LES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE.
IL DISPENSE UNE PALETTE DE SERVICES MÉDICAUX ET PSYCHOSOCIAUX ADAPTÉS À LEURS BESOINS.

PRISE EN CHARGE DES IST, GYNÉCOLOGIE ET PROCTOLOGIE

Chlamydia, condylomes, hémorroïdes, hépatites, gonorrhées, pathologies du col de l'utérus... La plupart des consultations concernent la santé sexuelle et la prise en charge des infections sexuellement transmissibles (IST). Progressivement, les associations ont compris la nécessité d'offrir des services de prise en charge anale et vaginale. L'inclusion de la santé anale dans le paquet d'activités reste encore en développement dans la plupart des cliniques. Avec l'inclusion des soins anaux dès 2013, impulsée par le docteur Alou Coulibaly, ARCAD Santé PLUS fait figure de précurseur au Mali et en Afrique de l'Ouest. « *Avant, je ne pouvais pas faire de proctologie à cause du manque de formation et de sensibilisation. C'était encore tabou pour les patients et pour les médecins, qui lient la proctologie à l'orientation sexuelle* », explique le médecin, qui assure aussi des formations dont a bénéficié Gwendolyn Enda au Cameroun.

Elle peut maintenant proposer cet examen en routine aux patients hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes qui passent par son cabinet, même s'ils sont venus pour autre chose. En Équateur, le médecin Demetrio Magallanes à Guayaquil désespère de ne pas pouvoir développer ce service et de se contenter d'un examen externe car le matériel coûte trop cher. Au Maroc s'ajoute le manque de formation. « *La santé anale ne fait pas partie du protocole sanitaire du ministère* », constate Dr Abdelaziz Oussaadan, médecin au centre d'Inezgane au Maroc. Tout comme en France, il redirige les usagers-ères de services vers des professionnels-les de santé de leur réseau triés sur le volet, et dont le partenariat impose scrupuleusement le non-jugement.

Au Cameroun,
Gwendolyn ENDA
a été formée à la proctologie :
« C'est d'autant plus important pour les patients séropositifs car ils peuvent être immunodéprimés et donc avoir un risque supérieur de complications. »

Rosie

25 ans - Femme ayant des relations sexuelles avec des femmes - Cameroun

« J'ai connu Alternatives en octobre 2020 car j'avais des soucis de santé. J'y étais plus à l'aise que dans un cabinet classique car j'avais déjà eu une mauvaise expérience à Yaoundé avec un médecin qui ne voulait pas "perdre son temps avec un garçon manqué". Au centre, j'ose faire des soins que je ne ferais pas ailleurs comme le prélèvement cervico-vaginal. C'est rassurant d'être suivie par un-e professionnel-le qui connaît et qui respecte la communauté. »

Alou COULIBALY

vérifie le matériel avant une consultation de proctologie au Mali. Un réel besoin spécifique alors que « 50 % des patients vivent avec le VIH et qu'une personne séropositive sur quatre développe des condylomes ».

LA MÉDECINE GÉNÉRALE

La plupart des centres offrent aussi des services de santé généralistes pour s'assurer d'une prise en charge globale des personnes, des maladies opportunistes du VIH et pour s'ouvrir aux populations générales. *« Nous faisons aussi des campagnes de vaccination et nous soignons le paludisme. Tous nos soins sont gratuits, donc c'est une aubaine pour toutes les populations »*, explique Franz Mananga au Cameroun.

Angèle TCHATCHOUANG

Dermatologue et vénérologue,

vient une à deux fois par semaine.
Si elle s'occupe des IST et des maladies opportunistes du VIH, elle prend aussi en charge les problèmes dermatologiques.

L'ACCOMPAGNEMENT MÉDICAL ET COMMUNAUTAIRE À LA PREP

« En 2019, c'est la première fois en France que l'épidémie a chuté. C'est l'effet de la PrEP ! », lance avec espoir Adrien François, militant de AIDES. À travers le monde, on tente d'optimiser l'accès à ce traitement de prévention contre le VIH, souvent destiné aux hommes gays et bisexuels et aux travailleurs-ses du sexe les plus vulnérables.

La prise de la PrEP nécessite un suivi socio-médical et peut être accompagnée d'autres prestations de santé (le vaccin contre l'hépatite B au Maroc, par exemple). D'une part, le *« PrEPeur »* a un rendez-vous médical régulier, le plus souvent trimestriel, afin de s'assurer que le traitement est bien suivi et toléré. S'il a contracté une IST, on lui propose un traitement. D'autre part, les pairs-es éducateurs-rices gardent contact par téléphone et assurent l'éducation à l'observance lors des causeries.

Ulrich OTSO
anime une causerie sur la PrEP auprès d'hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes au centre Access d'Alternatives Cameroun, où il explique la différence entre la prise en continu ou à la demande. La moitié des participants ne connaissaient pas ce moyen de prévention.

Youssef

23 ans - homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et PrEPeur, Marrakech

« J'ai reçu ma deuxième dose de vaccin contre l'hépatite B dans le cadre de mon suivi PrEP, je reviendrai dans un mois pour faire un point avec le médecin. Je prends ce traitement à la demande car je n'ai pas de rapports sexuels quotidiens. Mais je continue d'utiliser le préservatif, cela me permet d'être doublement protégé et je me sens plus à l'aise dans ma sexualité. Je cache mes médicaments dans ma voiture car j'habite avec ma famille et personne ne connaît mon orientation sexuelle. »

Une femme transgenre récupère son traitement de PrEP au centre communautaire Kimirina de Guayaquil. « Nous sommes les seuls-es à distribuer gratuitement la PrEP en Équateur mais elle n'est pas assez connue comme moyen de prévention contre le VIH », constate le médecin Demetrio Magallanes, qui suit environ 180 « PrEPeurs-ses » chaque mois.

L'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL

« Sens-toi libre, tout est confidentiel ici et il n'y a aucun jugement. » Ce sont par ces mots qu'Alvine Maguia Mbou, conseillère psychosociale au centre Access à Douala, commence son entretien avec un nouvel usager. Ces entretiens individuels sont primordiaux non seulement pour identifier les réels besoins des personnes mais aussi pour les appuyer dans leur parcours psychologique, notamment quand ils viennent d'apprendre leur séroconversion. *« Les populations clés – surtout les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et les travailleurs-ses du sexe – ont souvent un problème de non-acceptation de soi. Elles tombent alors dans une spirale de dépression avec des idées suicidaires. Je les accompagne à se reconstruire de l'intérieur »*, résume Hiba Melghagh, psychologue à l'ALCS de Marrakech.

Souad DAHANI
Psychologue

Anime des séances collectives avec des jeunes hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et des travailleurs-ses du sexe pour leur apprendre à gérer la frustration et la stigmatisation qu'ils et elles vivent tous les jours. Une séance qui peut provoquer l'envie d'entreprendre un suivi psychologique individuel.

En plus des séances d'appui psychologique,

Alvine Maguia MBOU

s'occupe d'appeler les partenaires sexuels des personnes qui ont découvert leur séropositivité, et de trouver les bons mots pour les convaincre de venir se faire dépister à leur tour.
« C'est difficile de décrocher un rendez-vous mais on insiste car c'est par ce biais que nous arrivons à trouver beaucoup de cas positifs », explique la conseillère psychosociale.

Khadija

Femme vivant avec le VIH à Agadir

« En 2008, j'ai appris que j'avais le VIH mais je ne l'ai pas accepté et pensé au suicide. Heureusement, j'ai trouvé de l'aide et j'ai compris que je n'étais pas seule grâce à l'association. Dans ma famille, je ne peux en parler à personne, seule ma sœur est au courant. La peur est aujourd'hui devenue une force. Quand j'étais jeune, je me sentais comme une fleur qui était en train d'éclore. Mais elle a été cassée par le VIH. J'essaie maintenant de faire repousser cette fleur pour vivre la jeunesse que je n'ai pas eue. »

LES GROUPES D'AUTO-SUPPORT ET CAUSERIES

Confidentialité, intimité, groupe restreint, confiance et respect… Voici les ingrédients nécessaires aux groupes d'auto-support et aux causeries quel que soit le pays ou la communauté. Une façon pour des personnes vulnérables qui rencontrent les mêmes problématiques de partager leurs histoires, d'échanger et de trouver des solutions. Ces moments sont animés par des pairs-es éducateurs-rices issus-es de la même communauté.

APRÈS UNE CAUSERIE AU CENTRE D'INEZGANE À CÔTÉ D'AGADIR, LES DIX JEUNES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES ET TRAVAILLEURS DU SEXE PLAISANTENT, PARTAGENT UN GOÛTER TOUT EN JOUANT DE LA MUSIQUE ET EN CHANTANT.

Femme anonyme

Travailleuse du sexe au Mali

« Les causeries me font du bien car je me sens en famille et cela me permet de comprendre beaucoup de choses. Il est important d'avoir des informations pour nous protéger des IST car nous avons un métier à risque et tabou. Il n'y a qu'ici que je suis à l'aise pour en parler. »

LABORATOIRE ET PHARMACIE COMMUNAUTAIRES

Les centres de santé sexuelle les plus étoffés comme au Mali, au Cameroun et en Équateur disposent de leurs propres laboratoire et pharmacie communautaires pour assurer les diagnostics des IST et du VIH, les bilans de charge virale et la dispensation de traitements antirétroviraux ou contre les IST. « *Depuis 2020, nous avons des machines modernes qui permettent d'avoir le résultat de charge virale en deux heures. Cela nous a changé la vie* », se félicite Jimmy Medina en Équateur. Autant d'analyses qui se font dans l'anonymat, avec le nom du-de la patient-e remplacé par un code pour s'assurer de la confidentialité.

UN USAGER RÉCUPÈRE UN TRAITEMENT DE PROPHYLAXIE POST-EXPOSITION (PEP) AU CENTRE COMMUNAUTAIRE KIMIRINA DE QUITO.

Antony TAWE
Infirmier

réalise un prélèvement sanguin afin d'effectuer un examen de la charge virale et un bilan biochimique. Les flacons recueillis sont ensuite envoyés dans un laboratoire privé car le centre Access n'a pas l'équipement nécessaire pour les analyser sur place.

Khalid TRAORÉ,
laborantin,

réalise des analyses biochimiques sanguines au Mali.

LES DÉFIS DE LA SANTÉ SEXUELLE

LE SPOT, LIEU D'ACCUEIL COMMUNAUTAIRE DE AIDES À PARIS, REÇOIT DEPUIS 2016 LES HOMMES PRATIQUANT LE CHEMSEX QUI EST EN PLEIN ESSOR.

Au sein de notre réseau, les offres de santé sexuelle ont le souci constant d'adapter leurs services aux nouvelles problématiques de santé des populations clés. Or, selon les contextes, elles sont aujourd'hui confrontées à deux urgences sanitaires majeures : la pratique en plein essor du chemsex et l'impact de la Covid-19 sur le continuum de prise en charge. Elles doivent répondre aussi à un défi de fond, plus politique : la défense des droits humains.

LE CHEMSEX OU « SEXE SOUS DROGUE »

Contraction des mots anglais « chemical » et « sex », le chemsex consiste à consommer des produits psychoactifs à des fins de performance sexuelle. Cette pratique du chemsex, en plein essor dans le milieu gay en particulier, peut comporter des risques de transmission de virus, développer des addictions et conduire à l'isolement.

En France, selon l'enquête Apaches (Attentes et Parcours liés au CHEmSex) menée par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies en 2019, un chemsexeur sur 3 est séropositif. Face à cette urgence sanitaire, l'association française AIDES s'est adaptée pour répondre aux besoins de ces populations souvent jeunes, issues des catégories sociales supérieures et qui ne se considèrent pas comme des usagères de drogues. *« Le discours adressé aux chemsexeurs ne peut être le même que celui destiné aux personnes qui s'injectent des drogues. La manière de consommer, le public et les besoins sont différents »*, continue Manon Latscha.

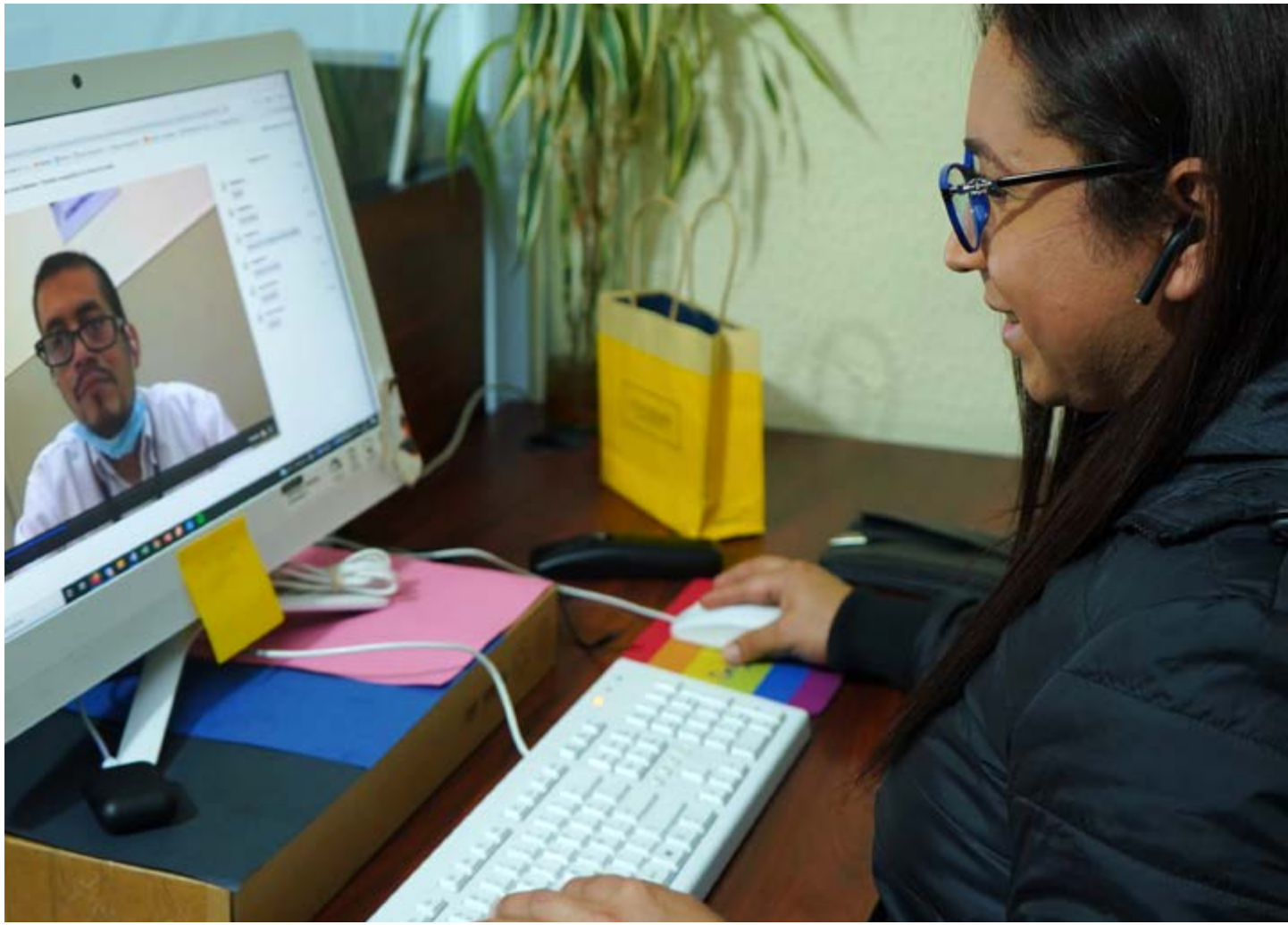
En 2016 à Paris, AIDES a décidé d'ouvrir le SPOT aux chemsexeurs, un espace d'accueil communautaire. Désormais, le chemsex représente 60 % de l'activité du SPOT, estime son coordinateur, Stéphane Morel. *« Lors des entretiens collectifs ou individuels, nous accompagnons les personnes selon leurs besoins à contrôler ou arrêter leur consommation de chemsex, à réduire les risques, à reconstruire leur sexualité sans produit »*, explique-t-il. Un espace de parole et d'écoute compliqué à trouver ailleurs, offrant en outre des services de dépistage et une redirection vers du personnel de santé spécialisé de confiance.

LE CENTRE ACCESS À DOUALA N'OFFRE PAS UNIQUEMENT DES SERVICES DE SANTÉ. IL A AUSSI POUR DÉFI DE DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS DANS UN PAYS QUI CRIMINALISE L'HOMOSEXUALITÉ.

LE SPOT BEAUMARCHAIS ASSURE UN ACCUEIL DISCRET, NOTAMMENT SUR LA PROBLÉMATIQUE DU CHEMSEX, ENCORE TRÈS TABOUE.

L'ADAPTATION DES SERVICES À LA SURVENUE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Partout, la Covid-19 a bouleversé la vie en société. Tandis que des pays étaient confinés pendant des semaines ou des mois, les services de santé sexuelle ont dû en un temps restreint s'adapter au nouveau contexte. En Équateur, un service de télémédecine a été mis en place dès le début de la pandémie en février 2020, notamment pour que les utilisateurs-rices de la PrEP continuent de rester observants-es.



POUR **DAYANA QUIMI**, ACTRICE COMMUNAUTAIRE À QUITO, LES CONSULTATIONS À DISTANCE EN VISIOCONFÉRENCE SE SONT AJOUTÉES À SES NOMBREUSES MISSIONS.

Confinées chez elles, les populations clés – et surtout les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes – ont davantage utilisé les réseaux sociaux et les applications de rencontre pour socialiser avec les membres de leur communauté. Une tendance qui s'est accrue et qui a ouvert de nouvelles opportunités pour sensibiliser des personnes qui ont des comportements à risque.

Ania, accompagnatrice communautaire et travailleuse du sexe, est chargée de l'intervention sur les applications de rencontre comme Grindr, Hornet, Tinder ou PlanetRomeo à Marrakech. Un service qui existait avant la pandémie mais dont l'activité s'est intensifiée depuis que les utilisateurs restent bloqués chez eux. « *Je cherche les personnes qui se cachent derrière leur ordinateur, car la drague ne se passe plus uniquement sur les lieux de rencontre* », explique-t-elle. Avec un profil au logo de l'ALCS, elle entame alors des discussions avec les personnes connectées – hommes gays et bisexuels, femmes transgenres – pour les conseiller et les rediriger vers le centre. « *On vient aussi vers moi pour me poser des questions sur la PrEP* », constate-t-elle.

Au Mali, Mamoudou Traoré travaille non seulement sur les applications de rencontre mais aussi au sein de groupes WhatsApp ou Facebook de la communauté LGBTQIA+. « *Mon objectif est de discuter et de les référer à la clinique. Je connais les codes de drague, le vocabulaire et la terminologie, donc mon interlocuteur a confiance et comprend que je suis comme lui* », explique-t-il.

ANIA EXPLIQUE QU'AU MAROC, L'ALCS A UN ACCORD AVEC GRINDR POUR PUBLIER DES MESSAGES DE SENSIBILISATION SUR LEUR PLATEFORME.

DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS

La défense des droits humains est un défi inhérent à la problématique de la santé sexuelle des populations clés : en raison de la stigmatisation, voire de la criminalisation qu'elles subissent, leurs droits ne sont pas respectés. Aussi, les associations ont cherché à développer des programmes spécifiques consacrés à la défense des droits humains et à la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), au sein de leur offre de services de santé sexuelle.

À Quito et Guayaquil, les membres de Kimirina accompagnent les personnes transgenres qui ont encore du mal à avoir accès aux études ou à un emploi. Même si les législations ont avancé, par exemple une personne peut changer de nom et de sexe sur sa carte d'identité, la stigmatisation et les discriminations quotidiennes continuent.

Alexa

Femme transgenre en Équateur

« J'ai commencé ma transition quand je suis sortie du lycée. Je suis en train de changer mon état civil. Je cherche maintenant un travail et à continuer mes études supérieures d'infirmière. Mais c'est très compliqué car je subis de la discrimination, ma demande est rejetée ou on me propose un salaire très faible, comme si le fait d'être trans faisait de moi une salariée inférieure et que mon travail ne valait pas celui des autres. »

Lors d'une causerie,
Raphaël Tsogo
explique à un groupe d'hommes gays et bisexuels les limites de la loi 374-bis du code pénal camerounais qui pénalise les relations sexuelles entre deux personnes de même sexe de 6 mois à 5 ans de prison, ainsi que de l'article 83 sur la sécurité numérique qui pénalise toute proposition de relation sexuelle explicite avec quelqu'un de même sexe par un moyen électronique. « Il faut qu'il y ait un flagrant délit pour être pénalisé », leur rappelle-t-iel.

Un programme de lutte contre les violences basées sur le genre a été créé au Maroc. Destiné essentiellement aux travailleurs-ses du sexe, il propose un suivi psychologique et médical, une aide sociale à la réinsertion, des groupes d'auto-support, des consultations d'avocats, et un accompagnement administratif pour donner un état civil aux enfants nés hors mariage. « *Toutes les femmes ne choisissent pas de se prostituer, c'est souvent une obligation sociale et financière après un chemin parcouru de violences physiques et psychologiques* », explique Soumia Rguigue, coordinatrice du programme VBG à Marrakech, qui ajoute qu'elle accompagne les femmes à porter plainte car beaucoup ne le font pas de peur d'être poursuivies pour prostitution.

Au Cameroun où le contexte est particulièrement hostile, Alternatives Cameroun propose un service d'assistance juridique et de défense des droits humains dont l'une des missions est de produire un rapport annuel recensant les violences à l'encontre des minorités de sexe et de genre. Résultat : 2 031 cas de violence ont été identifiés en 2020 dont 552 ont été subis par des hommes gays, 214 par des femmes lesbiennes et 64 par des personnes transgenres. « *De plus en plus de personnes portent plainte car elles n'acceptent plus de subir des violences. La finalité n'est pas forcément une condamnation mais de montrer que les populations clés connaissent leurs droits* », constate Raphaël Tsogo, responsable des droits humains au centre Access et chargée du suivi juridique.

Si Alternatives Cameroun cherche à visibiliser les violences pour mieux les dénoncer, l'association accueille également depuis février 2021 au sein du Refuge, les personnes vivant avec le VIH et LGBT rejetées par leur famille. Pendant trois à six mois, ils et elles sont logés-es et soutenus-es sur le plan psychosocial. « *L'objectif est de les aider à rebondir et à devenir indépendants* », explique Julie Laure Ngando Eke, chargée de mission plaidoyer à Alternatives.

Étienne

24 ans - au Refuge depuis deux mois

« L'ami d'enfance chez qui j'étais logé à Douala a découvert que j'avais une relation avec un homme, donc il m'a expulsé de chez lui. Il a aussi prévenu ma famille de mon orientation sexuelle, qui m'a rejeté à son tour. J'ai passé une semaine dans la rue avant de trouver le Refuge. Cela fait du bien de pouvoir parler et de savoir que je ne suis pas seul. Les gens avec qui j'habite ici sont devenus ma famille. Je me prépare à quitter le Refuge, j'économise en travaillant comme moto-taxi. Je souhaite trouver un logement pour m'installer seul. »

Au Refuge,
Raphaël Tsogo
parle des instruments de protection des droits humains pour avoir une vie plus paisible au quotidien à une dizaine d'hommes gays et bisexuels et de femmes transgenres. « Avoir le courage de porter plainte est aussi une action thérapeutique pour la victime car cela rend les faits plus réels », leur conseille-t-iel.

Maryam
38 ans - Travailleuse du sexe bénéficiaire du programme VBG à Agadir

« Victime de viol à l'âge de 12 ans, j'ai été expulsée de ma maison et j'ai dû me prostituer pour vivre. Consciente des risques, je fais régulièrement des dépistages de VIH avec l'ALCS depuis 2017. Récemment, j'ai été agressée et violée par cinq hommes sans préservatif. J'avais honte de raconter mon histoire mais les intervenantes communautaires sont venues me chercher car elles s'inquiétaient de ne plus me voir. J'ai intégré le programme VBG qui m'a beaucoup aidée, surtout avec la psychologue et le panier alimentaire. J'ai aussi suivi une formation de couture. »

CONCLUSION

La survenue de la pandémie de Covid-19 a mis sous forte tension les systèmes de santé et a eu des effets dévastateurs sur la lutte mondiale contre le VIH. Pour la première fois depuis sa création il y a 20 ans, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme affiche dans son rapport annuel de 2021 des indicateurs clés en régression : les programmes de prévention du VIH ont touché 11 % de personnes en moins et le nombre de dépistages a chuté de 22 %. Dans ce contexte critique, déployer des services communautaires de santé sexuelle se révèle être une alternative plus que jamais nécessaire.

Face à la stigmatisation et aux politiques répressives à l'encontre des populations clés, l'Organisation mondiale de la Santé considère leur mobilisation indispensable à la réussite d'une riposte au virus. C'est précisément ce que Coalition PLUS et l'ensemble de ses associations membres et partenaires s'efforcent de faire dans la mise en œuvre d'une offre de santé sexuelle de qualité.

En effet, à l'écart des systèmes publics de santé, les populations clés sont surexposées au risque d'infection et de mortalité au VIH. C'est en les impliquant dans la construction de services de santé qui leur conviennent que nous parviendrons à impacter l'épidémie dynamique. Cela permet de renforcer la prévention et le dépistage auprès des plus vulnérables, puis de maintenir les personnes sous traitement pour les aider à atteindre une charge virale indétectable. Est-il encore nécessaire de le rappeler : une personne avec une charge virale indétectable ne transmet pas le virus. C'est la clé pour rompre la chaîne des transmissions et stopper l'épidémie.

Cependant, développer à grande échelle une offre communautaire de santé sexuelle exige une mobilisation de la puissance politique, un strict respect des droits humains et une plus grande reconnaissance de l'impact des stratégies communautaires par un fléchage plus conséquent des financements internationaux sur les services de santé adaptés aux besoins des populations clés. Autant de défis que les acteurs communautaires sont prêts à relever !

LES ORGANISATIONS ET PERSONNES AYANT CONTRIBUÉ À CET OUVRAGE

ARCAD SANTÉ PLUS (MALI)

Tout a commencé en 1994 par une équipe de médecins maliens engagés, Aliou Sylla à leur tête, qui avait un objectif : identifier et accompagner les personnes vivant avec le VIH au Mali. Après l'ouverture de centres d'écoute, de soin, d'animation et de conseil, l'équipe se rend compte qu'il faut aller plus loin afin de répondre aux défis d'une épidémie concentrée aux populations clés au Mali. Naît alors l'idée de créer une clinique communautaire pour répondre à leurs besoins spécifiques. En 2017, ARCAD Santé PLUS comprend 18 sites de prise en charge, dont la clinique de santé sexuelle des Halles à Bamako.

ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALCS - MAROC)

En 1988, la professeure Hakima Himmich crée l'ALCS et contribue ainsi à doter le Maroc d'un programme national de lutte contre le VIH en collaboration avec le ministère de la Santé, alors que moins de 20 cas de sida avaient jusqu'alors été déclarés dans le pays. Reconnue d'utilité publique en 1993, l'ALCS se mobilise pour la prévention de l'infection à VIH et l'accès aux traitements. Elle s'attache aussi à la prise en charge et la défense des droits des personnes infectées ou affectées par le VIH et notamment les plus marginalisées. Une première clinique de santé sexuelle a donc ouvert ses portes en 2010 à Marrakech. L'association en compte désormais sept autres à Rabat, Agadir et Casablanca, Tanger, Nador et Safi.

KIMIRINA (ÉQUATEUR)

En 1999, la société civile équatorienne s'est mobilisée pour créer Corporación Kimirina, association communautaire de lutte contre le VIH et de défense des droits des malades et des populations clés. Active dans la promotion de la santé globale et l'accès aux droits humains et sexuels de toutes les populations clés, Kimirina se focalise sur les problématiques des personnes transgenres, des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et des travailleurs-ses du sexe, particulièrement vulnérables et touchées par l'épidémie dans le pays. Elle compte 7 centres communautaires dont deux centres de santé sexuelle à Quito et Guayaquil.

ALTERNATIVES CAMEROUN (CAMEROUN)

À Douala, un groupe de jeunes militants gays a décidé de créer une association en 2004, en réponse au contexte de discrimination institutionnalisée. Ils ont commencé par mener des activités de prévention du VIH et des IST et à distribuer du matériel de protection, puis se sont mobilisés très vite pour aider les personnes arrêtées en raison de leur orientation sexuelle. Ouvert en 2008 à Douala, le centre communautaire Access offrant des services de santé sexuelle s'est peu à peu médicalisé. Deux autres centres ont depuis été créés. Alternatives Cameroun compte désormais quatre médecins, 17 conseillers-ères psychosociaux-les et 115 employés-es dédiés-es à la santé sexuelle.

AIDES (FRANCE)

Créée en 1984 par le sociologue Daniel Defert, cette association française communautaire de lutte contre le VIH est l'une des plus importantes en Europe. Elle se consacre à la santé sexuelle des populations clés et à la défense de leurs droits, en leur proposant des services de prévention diversifiés, des dépistages et un accompagnement aux soins au sein des centres de santé sexuelle (les SPOTS) ou à travers le réseau national de l'association. AIDES compte aujourd'hui quatre SPOTS à Paris, Marseille, Montpellier et Nice, 76 antennes en France et 2 240 militants-es.

NICOLAS BEAUMONT

Photographe français, Nicolas Beaumont vit en France mais travaille partout dans le monde.

C'est en 2004 qu'il débute sa carrière photographique avec une approche artistique. Différents projets et expositions l'amènent à s'interroger sur les relations entre les humains et leur environnement. En 2010, il présente un premier reportage réalisé quelques années auparavant en Chine sur les conséquences de la construction du barrage des trois gorges. Cette exposition marque le début de sa carrière professionnelle, au cours de laquelle il pointe son objectif sur des humains en prise avec des bouleversements majeurs.

Quelques années passées en Asie du Sud-Est permettent à Nicolas Beaumont de rencontrer différentes situations et de réaliser différents reportages. Tous sont centrés sur l'humain ; travail de soutien psychosocial auprès d'enfants cambodgiens vivant avec le VIH, activités sociales auprès de familles en grande précarité en Mongolie ou organisation de soutien communautaire dans les banlieues défavorisées de Jakarta sont quelques exemples des travaux qu'il réalise.

À partir de 2012, il s'implique dans des travaux mélangeant le reportage et la communication institutionnelle pour des organisations humanitaires en France et à l'étranger. Il intervient en Haïti, à Madagascar, en Guinée-Conakry, en Tanzanie, aux Comores ou au Maroc. Mais fidèle à son orientation journalistique, il refuse les mises en scène et le sensationnalisme au profit d'une approche sincère et humaine des sujets qu'il traite.

MISHELL ESTEFANIA POZO LOMAS

Diplômée en design sonore pour le cinéma et la télévision à l'Université de Quito (Équateur) et en communication à l'Université de Palermo (Buenos Aires, Argentine), Mishell Pozo consacre l'essentiel de sa carrière à des projets artistiques et culturels. En plus d'une vaste expérience dans la publicité, elle a également participé à la conception de documentaires. Elle travaille actuellement sur des projets éducatifs et culturels. Elle anime à ce titre des ateliers audiovisuels et de photographie analogique pour les enfants et les jeunes en insertion.

THÉA OLLIVIER

Journaliste française, Théa Ollivier a surtout travaillé à l'étranger. Tout commence par un stage au Liban en 2015, au sein du journal libanais francophone L'Orient le Jour, où elle apprend à découvrir un pays tout en travaillant. Diplômée de l'école de journalisme de Sciences Po Paris en 2016, elle décide de partir au Maroc, d'abord pour travailler un an pour le magazine local Tel Quel avant de se lancer dans la correspondance avec plusieurs médias : Libération, France 24, RFI, Radio France et Le Monde. Près de quatre ans où elle apprend l'arabe marocain (la darija) et où elle touche à tous les domaines de la politique à la santé en passant par le social et la culture. En mars 2020, elle s'installe comme correspondante pour Le Monde et RFI à Dakar au Sénégal où elle désormais basée.

ILS NOUS SOUTIENNENT

Le Fonds Robert Carr pour les réseaux de la société civile, lancé en 2012, est le premier fonds international au monde axé sur le financement de réseaux régionaux et mondiaux dirigés par et desservant des populations clés, vulnérables et mal desservies, afin d'améliorer la santé, l'inclusion et le bien-être de ces populations.
En savoir plus : https://robertcarrfund.org

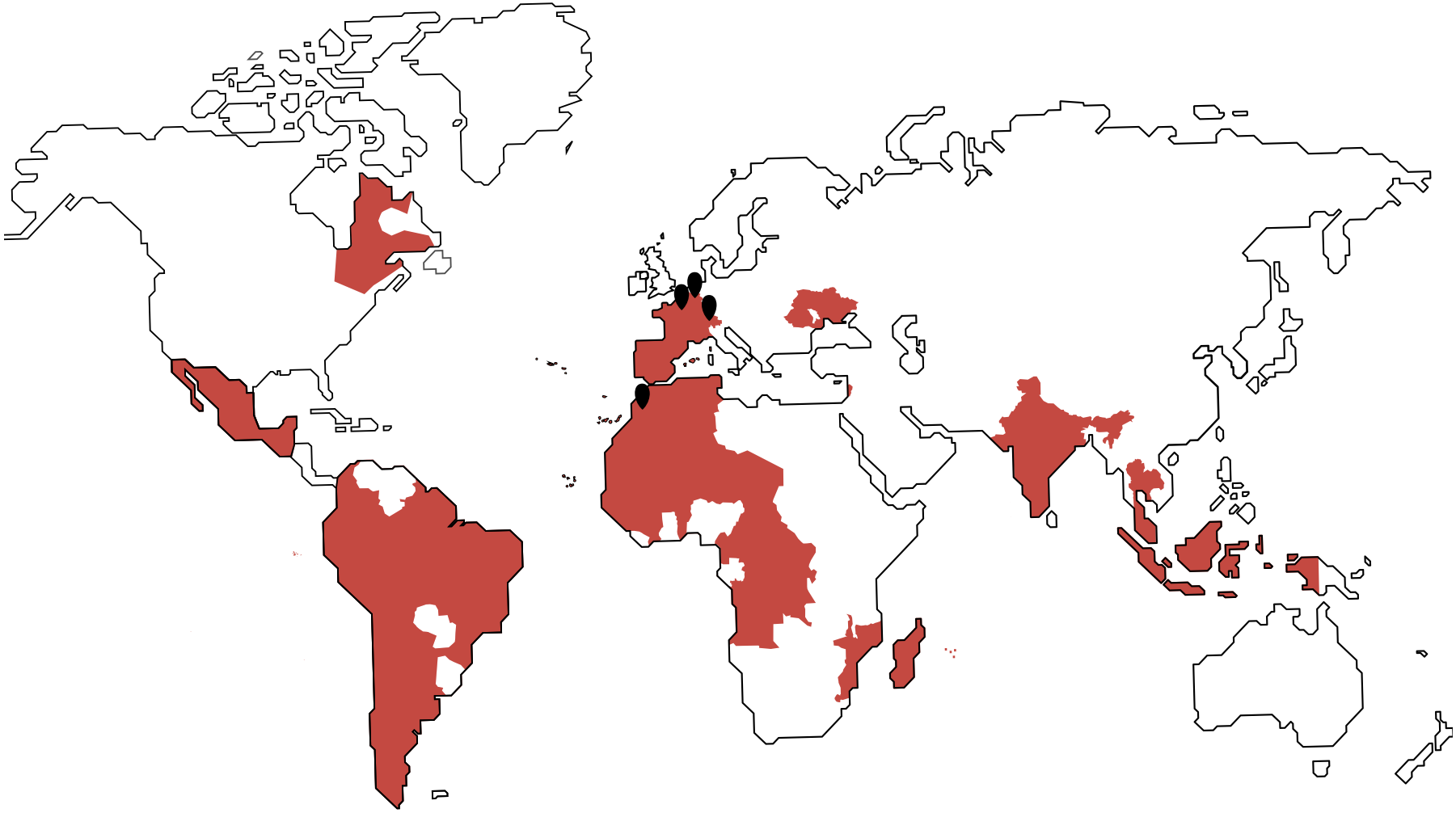
Institution financière publique et solidaire, l'AFD est l'acteur central de la politique de développement de la France. Elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et en Outre-mer. Intervenant dans de nombreux secteurs – énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation –, l'AFD accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun. Son action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable. Présente dans 115 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD accompagne aujourd'hui plus de 4 000 projets de développement.
En 2019, elle a engagé 14,1 milliards d'euros au financement de ces projets.
Pour en savoir plus : www.afd.fr

Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial. Elle apporte une assistance technique et un appui à l'innovation aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies. Parmi les pays éligibles aux appuis de L'Initiative se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie.
Les évolutions récentes de L'Initiative amplifient son effet catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé et de la société civile, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies.
L'Initiative est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre les trois pandémies les plus mortelles.
En savoir plus : www.initiative5pour100.fr

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.
En savoir plus : www.expertisefrance.fr

Coalition PLUS bénéficie du soutien de L'Initiative mise en œuvre par Expertise France. Le présent projet est cofinancé par l'Agence française de développement. Le contenu de cette cette publication relève de la seule responsabilité de Coalition PLUS et ne reflète pas nécessairement les points de vue et opinions de L'Initiative, d'Expertise France ni de l'Agence française de développement.

LE RÉSEAU DE COALITION PLUS



PAYS D'INTERVENTION

NOS BUREAUX

Coalition PLUS est une union internationale d'associations communautaires de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales créée en 2008, intervenant dans 52 pays et auprès d'une centaine d'organisations de la société civile. Nos associations membres et partenaires impliquent les communautés les plus vulnérables au VIH/sida et aux hépatites dans la définition et la mise en œuvre de programmes de prévention, de soins et de plaidoyer. Elles font la promotion de méthodes innovantes, adaptées aux personnes les plus discriminées dans l'accès à la santé.

LE RÉSEAU DE COALITION PLUS

16
ORGANISATIONS ADHÉRENTES

4
CONTINENTS

52
PAYS

PLUS DE
100
ASSOCIATIONS PARTENAIRES

NOS VALEURS

SOLIDARITÉ

RESPECT DE LA DIVERSITÉ

NON-JUGEMENT

INNOVATION

BUREAUX

Bruxelles (Belgique)
Dakar (Sénégal)
Genève (Suisse)
Pantin (France)

ADHÉRENTS

100% LIFE, Ukraine
AIDES, France
ALCS, Maroc
ANCS, Sénégal
ANSS, Burundi
ARAS, Roumanie
ARCAD Santé PLUS, Mali
COCQ-SIDA, Canada (Québec)
Fundación Huésped, Argentine
GAT, Portugal
Groupe santé Genève, Suisse
IDH, Bolivie
Kimirina, Équateur
Malaysian AIDS Council, Malaisie
PILS, République de Maurice
REVS PLUS, Burkina Faso

LES RÉSEAUX PORTÉS PAR COALITION PLUS

PLATEFORME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST
Burundi, Cameroun, République du Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Tchad

PLATEFORME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS AFRIQUE DE L'OUEST
Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Sénégal, Togo

PLATEFORME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS AMÉRIQUES-CARAÏBES
Argentine, Bolivie, Canada (Québec), Colombie, Équateur, département français d'Amérique (Guyane française, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin), Guatemala

PLATEFORME EUROPE
Belgique, France, Portugal, Roumanie, Suisse (Genève), Ukraine

PLATEFORME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
Algérie, Liban, Maroc, Mauritanie, Tunisie

PLATEFORME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS OCÉAN INDIEN
Comores, France (Mayotte, La Réunion), Madagascar, République de Maurice (dont l'île Rodrigues), Seychelles

ALLIANCE GLOBALE DES COMMUNAUTÉS POUR LA SANTÉ ET LES DROITS (AGCS PLUS)
Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Mali, Maroc, Sénégal, Togo, Tunisie

PLAIDOYER POUR L'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS CONTRE LE VIRUS DE L'HÉPATITE C
Brésil, Colombie, Inde, Malaisie, Maroc, Asie du Sud-Est

RÉSEAU DE RECHERCHE DES QUESTIONS SUR LE BIEN-ÊTRE ET LA SANTÉ GLOBALE DES HOMMES GAYS, BISEXUELS, AUTRES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC DES HOMMES ET DE LA POPULATION TRANS EN AMÉRIQUE LATINE (RIGHT PLUS)
Bolivie, Brésil, Chili, Espagne, Guatemala, Mexique, Pérou, Portugal

RÉSEAU DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES PAYS LUSOPHONES
Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Portugal, Sao Tomé-et-Principe, Timor oriental

www.coalitionplus.org

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier en tout premier lieu les personnes issues des communautés – usagers-ères de services ou personnes mobilisées – qui ont su outrepasser le stigma pour témoigner et incarner avec pudeur, dignité et détermination les propos de cet ouvrage. Nous remercions également ARCAD Santé PLUS, AIDES, Alternatives Cameroun, l'ALCS et Kimirina qui ont soutenu ce projet et ouvert leurs portes à nos collaborateurs-rices extérieurs-es avec la même bienveillance et chaleur humaine qu'elles réservent aux personnes usagères de leurs services.

Directeur de publication
Vincent Pelletier

Supervision
Florence Giard

Coordination
Stanislas Mommessin

Photographies
Nicolas Beaumont
(Mali, Maroc, France et Cameroun),
Mishell Estefania Pozo Lomas
(Équateur)

Rédaction
Théa Ollivier

Relecture et correction
Gaëlle Tossé, Camille Sarret

Conception
lelab.ma

Date de publication
Décembre 2021

BUREAUX DE COALITION PLUS

Afrique
Villa N°2466 Immeuble AF
3e étage appartements C et D
rue DD 116, Sicap Dieupeul II
Dakar - Sénégal
Tél. : + 221 33 824 28 86
Email : coalitionplusafrique@coalitionplus.org

Belgique
Rue des Pierres
29/010 1000 Bruxelles
Tél. : + 32 (0) 2 502 89 48

France
Tour Essor - 14, rue Scandicci
93508 Pantin Cedex
Tél. : + 33 (0) 1 77 93 97 25
Fax : + 33 (0) 1 77 93 97 09
Email : coalitionplus@coalitionplus.org

Suisse
Rue du Grand-Pré 9
1202 Genève
Tél. : + 41 (0) 22 342 40 53

www.coalitionplus.org

coalitionplus